

LE QUOTIDIEN

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS	
Nord et limitrophe	3 mois, 25.00; 6 mois, 46.00; 1 an, 80.00
Autre département	3 mois, 25.00; 6 mois, 46.00; 1 an, 80.00
Belgique	3 mois, 25.00; 6 mois, 46.00; 1 an, 80.00
Union Postale Paris	3 mois, 25.00; 6 mois, 46.00; 1 an, 80.00
World B.	3 mois, 25.00; 6 mois, 46.00; 1 an, 80.00

REDACTION	
BOUVIÈRE	82 à 71, Grande-Rue, Tél. 34, 9.00, 19.00 et 45.00.
TOURNAI	22, rue de la Station, Tél. 24.
BRUXELLES	2, rue de la Station, Tél. 24.
PARIS	13, boulevard des Capucines, Tél. Louvre 09.10.
MOULINOISE	101, rue de la Station, Tél. 24.

AMEUBLEMENTS DÉCORATION

MERCIER

179, Rue Nationale LILLE

LUSTRIÈRE PAPIERS PEINTS

BILLET PARISIEN

Deuxième européenne

(D'un rédacteur spécial)

Paris, 8 Juin. (Minuit).

Des conversations entre hommes d'Etat français, anglais et américains ont eu lieu au Quai d'Orsay. La réunion a été assez cordiale, qu'elle pouvait l'être et elle ne rien en de trop rigoureusement protocolaire. La majeure partie des entretiens se déroula sous les ombrages du possible pour que le Ministère des Affaires étrangères, un flot de verdure et de fraîcheur en plein Paris.

Les questions les plus diverses furent abordées, mais c'est surtout le désarmement qui a fait les frais de cet échange de vues.

On ne peut se flatter que le problème qui se pose, d'ailleurs, différemment pour chacune des nations intéressées, ait beaucoup progressé vers sa solution. Il est néanmoins certain que ces conversations ont eu lieu dans une atmosphère de détente que l'on doit à la conclusion du pacte de quatre.

Ce pacte, quel qu'il soit, ne peut être considéré, à priori, comme un optimisme qu'il ne faut pas sous-estimer. Pour la première fois depuis longtemps, M. Mussolini a rendu hommage, aux applaudissements du Sénat italien, à l'esprit de coopération de la France. Pour marquer par un geste immédiat l'effort de rapprochement vers notre pays, le roi d'Italie a signé aujourd'hui la grâce de notre compatriote, le professeur Eydoux, directeur des études à l'École polytechnique, accusé d'espionnage par la police fasciste. La presse italienne, de son côté, considère que le nouveau pacte marque le début d'une ère nouvelle dans les relations franco-italiennes. Faisons dans ces échos d'allégresse, la part de l'inspiration nationaliste. Les difficultés subsistent, mais il n'est pas téméraire d'affirmer que les conditions deviennent meilleures pour les surmonter.

Il s'agit surtout d'éviter l'échec de la Conférence du Désarmement. Il n'est pas douteux, en effet, que la meilleure façon de maintenir l'optimisme provoqué par la conclusion du Pacte à quatre est de donner à cette conférence une issue satisfaisante pour tous. C'est assez dire que la sécurité et la stabilité doivent avoir leur part dans les conversations futures, puisque la France ne saurait abandonner à des fins purement nationales, et à des fins purement nationales, les problèmes de sécurité.

Le désarmement naval a également son rôle à jouer à cette conférence. La fameuse litige franco-italien relatif aux armements navals doit être réglé. Aussi a-t-on pu assister aujourd'hui, au cours des entretiens du Quai d'Orsay, à l'audition d'experts navals.

Puisse le Pacte à quatre ouvrir la voie à des arrangements honorables, qui ne soient pas notre pays des unités qu'il est bien obligé d'avoir sur ses deux fronts de mer.

LA DÉLÉGATION FRANÇAISE A LONDRES



Notre cliché représente (de haut en bas) MM. DALADIER, président du Conseil; PAUL-BOUCOUR, ministre des Affaires Étrangères; QUEUILLE, agriculteur; ALBERT SARRAUT, colonel; LOUIS SERRE, commerçant; GEORGES BONNET, finances; RAYMOND PATENOTRE, sous-secrétaire d'Etat à l'Économie nationale; et FROT, ministre de la Marine marchande.

LETTRE DE BRUXELLES

La politique et la T. S. F.

(De notre correspondant particulier.)

BRUXELLES, 8 JUIN.

Les nombreuses critiques soulevées contre l'Institut National de radiophonie ont été évoquées à la dernière réunion de la Fédération des Cercles et Associations catholiques. Ces critiques sont de trois genres: la banalité de nombreuses émissions; les meetings de bas étage qui s'y donnent (le mot est de M. le ministre Pouillet); enfin, les traitements particulièrement élevés que s'allouent certains fonctionnaires de l'I.N.R.

A ces plaintes d'intérêt général, il faut joindre celles qui émanent des instituteurs privés d'émission, et à qui les autorités rendent la vie difficile, au point que Mgr Picard a pu dire: «Il semble que l'on fasse tout pour qu'il n'y ait plus que l'I.N.R.»

Il est certain, pourtant, que le jour où, grâce aux tracasseries officielles, l'I.N.R. n'aurait plus de concurrent en Belgique, son niveau artistique qui, dans l'ensemble, est déjà loin de valoir le niveau des émissions étrangères, n'aurait plus la stimulation qu'apportent toujours les échos. L'intérêt de l'I.N.R. est, au contraire, de ne pas devenir un agent public du pouvoir et de laisser à l'épanouir, dans la mesure des possibilités matérielles, une émulation féconde dont les auditeurs seront les premiers bénéficiaires.

M. le baron van den Bossch, membre du Conseil d'administration de l'I.N.R., a défendu celui-ci. Au sujet de l'accusation des gros programmes et d'opulentes prébendes, il a répondu que le Conseil n'en profitait pas. Il n'a rien dit du personnel. Or, c'est justement contre certains membres du personnel que pèchent reproches ont été lancés.

Quant à l'intrusion de la politique, M. van den Bossch a été catégorique: c'est lui qui a initié les émissions politiques à l'I.N.R.; le conseil de gestion n'a aucun droit de censure. Le ministre seul peut exercer son veto quand l'ordre public et les bonnes mœurs sont mis en péril. Si les émissions politiques de l'I.N.R. sont déplorables, la faute en est aux partis qui les organisent qui, trop souvent, transforment cette tribune magnifique que pourrait être celle de l'I.N.R. en vulgaire salle de meetings.

Que faire en l'occurrence? M. van den Bossch est partisan du maintien de la politique au micro, mais la politique de principe et de doctrine et non de personnalité et d'injures. Plus de médiocrité littéraire, plus de comparses irresponsables; mais des personnalités qui, tout en défendant leur idéal, sachent respecter l'idéal d'autrui. Les organismes politiques émetteurs pourraient fort bien admettre cette conception qui suggère M. van den Bossch et faire leur propre discipline dans le sens de la modération et de la dignité.

«J'appelle de tous mes vœux cette réforme, a conclu l'administrateur de l'I.N.R. Elle est urgente et nécessaire, à la fois dans l'intérêt de l'éducation intellectuelle, sociale et morale du peuple, et dans l'intérêt du prestige de notre institut et de notre pays devant l'étranger.»

M. le ministre Pouillet, qui a l'I.N.R. dans ses attributions, est du même avis.

Un accident retarde le départ de Mollison



VOICI L'AVIATEUR ANGLAIS MOLLISON ET SA FEMME DEVANT LEUR NOUVEL AVION «SEAFARER», «Le Courrier de la Mer» (Mondial P.P.)

Londres, 8 Juin. — Un accident a retardé jeudi matin le départ de M. et Mme Mollison, qui voulaient tenter le raid aérien Londres-New-York. L'avion n'avait pas encore quitté terre au moment où s'est produit l'accident. Un choc a provoqué la rupture d'une roue, et les deux ailes inférieures de l'avion se sont brisées. L'hélice a été tordue et les moteurs ont été gravement endommagés. M. et Mme Mollison ont été très affectés par l'accident, car bien que leur avion soit loin d'être détruit, leur départ semble devoir être retardé d'une semaine.

L'assassinat d'une cabaretière à Lille

Un chômeur porteur de 18.000 francs a été arrêté

M. Sabaterie, chef de la Sûreté continue activement ses recherches en vue de retrouver l'assassin de Mlle Averlon, la malheureuse cabaretière du boulevard Bigo-Danel qu'on a trouvée chez elle, la gorge tranchée. Il est allé en ce qui concerne les plus fins limiers de la police lilloise.

Dans l'après-midi de mercredi, de nombreuses personnes ont été recherchées et interrogées, particulièrement les clients qui fréquentent le café.

L'enterrement de la malheureuse victime aura lieu vendredi à 8 h. 30, au cimetière d'Arras.

UN CLIENT TROP RICHE

Tandis que l'enquête se poursuivait sans donner de nouvelles, un ouvrier, nommé Jourd'heuil, vers midi, dans l'assassinat d'un quartier populaire de Lille.

Un mandat d'arrêt a été lancé contre le chômeur longtempore déjà et qui vivait de modestes indemnités versées par le Bureau de bienfaisance.

Cet homme était légèrement ivre. Il se fit servir un apéritif, puis sortit son portefeuille et tira un billet de mille francs d'une importante liasse.

Le mandat d'arrêt n'a pas été exécuté à l'heure du délit, mais la liasse l'indiqua fortement, d'autant plus qu'il parait à ce moment de l'horrible attentat avec d'autres clients.

Il ne fit part de ses réflexions à personne avant le départ de l'individu à qui il avait d'ailleurs rendu la monnaie.

Il fut alors informé par le commissaire du quartier de la remarque qu'il venait de faire.

DU SANG SUR LA CHEMISE

M. Poncet, commissaire du 7^e arrondissement, en voya plusieurs agents à la recherche de l'individu. Les policiers suivirent la trace de ce dernier une bonne partie de l'après-midi sans parvenir à le rejoindre, mais, vers 17 heures, ils le retrouvèrent à Ronchin où il curait son vif.

Nous ne pouvons, à notre grand regret, donner de détails plus précis, de crainte de nuire à l'enquête qui semble bien engagée.

L'individu était en complet état d'ivresse et incapable de parler de façon suivie. Il était porteur d'un portefeuille dans lequel se trouvaient dix-huit billets de mille francs. C'est vraisemblablement pour un homme qui ne travaillait plus depuis longtemps. Mais un autre détail important vient compléter l'histoire: on constata l'absence de sang sur sa chemise. En fait, quelques autres indices firent penser aux enquêteurs que celui à qui ils s'adressaient, n'était pas étranger au drame.

Il se conduisit donc au commissariat central, mais durant tout le trajet se bécota à l'enfermer au violon.

L'ouvrier, durant tout le trajet, ne donna qu'une unique réponse: — Cet argent, je l'ai touché à l'assassinat.

Si le fait est exact, il sera très intéressant. Toutefois, la coïncidence est assez troublante.

En terminant, signalons qu'une épiche voisine de l'estaminet Averlon avait vu rôder près de chez elle un homme suspect dont le signalement très approximatif, qu'elle fournit, pouvait être comparé à celui de l'individu ivre.

Le Congrès international contre le travail de la mère hors du foyer, à Paris

DES CHIFFRES IMPRESSIONNANTS

Les délégués de grandes associations européennes de huit nations ont donné jeudi matin des chiffres impressionnants sur le nombre des mères travaillant hors de chez elles dans ces différents pays, et signalé les tristes conséquences qui résultent de ce travail pour la natalité, la santé et l'éducation des enfants.

Le nombre des femmes mariées travaillant à l'usine est de 3.645.000 en Allemagne; de 1.153.757 en Belgique; de 3.300.000, aux Etats-Unis; de 69.397 en Espagne.

Mme la vicomtesse de Vélard, présidente générale adjointe de la Ligue féminine d'action catholique française, a présenté cette séance du jeudi matin, où il a été établi que, par centaines de mille dans certains pays et par dizaines de mille dans d'autres, les femmes sont privées de la femme et souvent de la mère pendant la plus grande partie du jour, au grand détriment des enfants et de la famille.

Les socialistes ennemis

Paris, 8 Juin. — Cinquante-sept députés socialistes appartenant à la majorité du groupe parlementaire favorable à la participation, se sont réunis jeudi après-midi, au Palais-Bourbon. Ils ont procédé à un long échange de vues sur la situation actuelle au sein du parti.

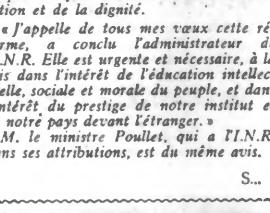
Il ont nommé un comité de rédaction, composé de MM. Marquet, Frossard, Renaudel, Déat et Ernest Lafont, chargé de rédiger une déclaration qui sera envoyée à toutes les Fédérations, avant le congrès qui se tiendra à Paris les 14, 15 et 16 juillet.

Cette déclaration s'oppose à la résolution de MM. Paul-Pature, Sévère, Zyromski, Maurice Furet, etc., concernant l'attitude du groupe parlementaire, déjà soumise aux Sections et Fédérations du parti.

Cette résolution qui a été maintenue au congrès du 14 juillet, jusque et y compris le vote final désavoua la politique de la majorité du groupe et prononce contre cette majorité la sanction du blâme. Elle enjoint également à la C.A.P. pour le cas où le groupe parlementaire trahirait encore la volonté du parti, dans un de ses prochains votes, de convoquer d'urgence le Conseil national, afin qu'il prenne toutes les nouvelles sanctions devenant nécessaires.

Comme les députés présents à la réunion de cette après-midi, ont décidé de protester contre toute mesure de sanction ou même de blâme, le conflit qui oppose la majorité du groupe parlementaire à la majorité du parti, ne paraît pas encore près de s'apaiser.

LA CHALEUR A PARIS



Un bon coup de «château la pompe» à la fontaine Wallace

De ces paroles, il faut sans doute conclure que le Gouvernement français n'a rien tenté à ce programme et à cette doctrine. A savoir: la France renonce à obtenir des autres puissances des garanties nouvelles d'assistance mutuelle. Elle est prête à réduire ses armements, soit par la suppression de certains matériels de guerre, soit par la remise de ses matériels à la S.D.N.; mais à la condition qu'un contrôle permanent, effectif, automatique et réciproque, ait prouvé son efficacité, que soit établie la publicité des budgets de guerre que les signataires de la convention aient fait connaître les mesures qu'ils prendraient en cas de violation constatée des stipulations de la dite convention.

On doit dire que, si l'idée d'un projet de contrôle est en progrès dans l'opinion américaine, la Grande-Bretagne se montre encore assez réticente.

Toutefois l'idée semble se faire jour dans les milieux anglo-saxons, qu'une expérience de contrôle limitée à l'Europe, pourrait être tentée utilement.

Ainsi pourrait jouer aisément le mécanisme d'un désarmement par étapes.

Les négociations de Paris

Paris, 8 Juin. — Les conversations entre les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis se sont engagées ce matin, à 10 h. 40, au ministère des Affaires étrangères, dans le cabinet de M. Paul-Boucour.

A 10 h. 25, M. Daladier arrivait au Quai d'Orsay et rejoignit rapidement le ministre des Affaires étrangères. Peu après survenait lord Londonderry, ministre de l'Air de Grande-Bretagne, et le capitaine Eden, qui était accompagné de M. Campbell, ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne à Paris, et de M. Cadogan, chef du service de la Société des Nations au Foreign Office.

M. Norman Davis, assisté de M. Dulles, conseiller juridique, descendant de sa voiture à 10 h. 35 et était immédiatement introduit auprès de MM. Daladier, Paul-Boucour et des négociateurs britanniques.

Interrogé sur l'importance que pouvait avoir sur les conversations qui allaient suivre l'accord intervenu hier sur le texte du pacte à quatre, le délégué américain s'est borné à dire: — Je ne sais pas exactement, mais je crois que cet événement est une bonne chose.

M. Paul-Boucour, quittant pour une demi-heure MM. Daladier et les délégués américains et britanniques, se rend à 11 h. 20 à l'Élysée pour assister à la cérémonie de la remise des lettres de créance au président de la République par M. Jesse Straus, ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Peu avant midi, M. Paul-Boucour, de retour à l'Élysée, vient reprendre sa place auprès de M. Daladier dans les conversations.

Celles-ci sont purement officieuses et ne constituent qu'une exploration préalable des questions litigieuses actuellement en suspens à la Conférence du désarmement.

Elles fournissent également une occasion à M. Daladier, qui, en même temps que la présidence du Conseil, assume la direction du ministère de la Guerre, de confronter son point de vue avec ceux des représentants qualifiés de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

A 13 h., M. Paul-Boucour a offert en l'honneur des représentants de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ainsi que du président du Conseil, un déjeuner qui a eu lieu dans la petite salle à manger de ses appartements au Quai d'Orsay.

«La France a un programme et une doctrine», déclare M. Daladier, après les entretiens.

De ces paroles, il faut sans doute conclure que le Gouvernement français n'a rien tenté à ce programme et à cette doctrine. A savoir: la France renonce à obtenir des autres puissances des garanties nouvelles d'assistance mutuelle. Elle est prête à réduire ses armements, soit par la suppression de certains matériels de guerre, soit par la remise de ses matériels à la S.D.N.; mais à la condition qu'un contrôle permanent, effectif, automatique et réciproque, ait prouvé son efficacité, que soit établie la publicité des budgets de guerre que les signataires de la convention aient fait connaître les mesures qu'ils prendraient en cas de violation constatée des stipulations de la dite convention.

On doit dire que, si l'idée d'un projet de contrôle est en progrès dans l'opinion américaine, la Grande-Bretagne se montre encore assez réticente.

Toutefois l'idée semble se faire jour dans les milieux anglo-saxons, qu'une expérience de contrôle limitée à l'Europe, pourrait être tentée utilement.

Ainsi pourrait jouer aisément le mécanisme d'un désarmement par étapes.

Mattern est en panne en Sibirie

L'Américain Mattern, qui tentait le tour du monde, en avion à six moteurs, a été contraint, par suite d'une panne d'essence, d'atterrir à Prokopiévsk, à 600 kilomètres de Novosibirsk en Sibirie. Un avion est parti de Novosibirsk pour Prokopiévsk afin de porter secours à l'aviateur, dont l'appareil n'a pas été gravement endommagé.

Au moment où il a touché le sol, la queue de l'avion a été endommagée. Des mécaniciens et des ouvriers de Prokopiévsk font les réparations nécessaires. Mattern se propose de poursuivre son vol.

Une réparation provisoire a été faite à l'appareil ce qui lui permettra de voler jusqu'à Krasnoïarsk où le stabilisateur, endommagé au cours de l'atterrissage forcé, pourra être complètement réparé.

L'aviateur se sent mal à l'aise ayant respiré des gaz, à la suite de la rupture de la conduite du carburant et quelques heures lui sont nécessaires pour se remettre.

VERS UN ACCORD FRANCO-ITALIEN

Rome, 8 Juin. — L'ambassadeur de France à ce matin, une longue conversation téléphonique avec M. Paul-Boucour. A la suite de cette conversation, M. de Jovenfel rendra visite à M. Mussolini.

Il lui dira vraisemblablement combien le gouvernement français a été sensible aux paroles qu'il a prononcées hier, dans son discours au Sénat sur la France et sur la possibilité de liquider directement entre les deux pays les questions actuellement pendantes.

Ce passage du discours de M. Mussolini a été universellement considéré comme une avancée en vue d'un accord franco-italien.

Le nombre des questions qui demandent une solution est considérable; il semble toutefois que c'est par les questions les plus vivement d'actualité que la conversation pourrait le plus utilement s'amorcer.

Au premier rang de celles-ci figure la question du désarmement.

LE PELERINAGE DES COCHERS A ANDERLECHT

La Confédération de St-Guidon, qui groupe de nombreux cochers et conducteurs d'attelages de l'agglomération bruxelloise, a accueilli lundi le traditionnel pèlerinage à Anderlecht, où le chery a été le héros. On avait donné en l'honneur de ce pèlerinage de cette année un repas de 300^e anniversaire de la mort de Louis de Brabant, duc de Brabant, à l'occasion de la fête de la Cité.

Le Cabinet espagnol démissionne

Une dépêche de Madrid annonce que le Cabinet espagnol a démissionné.

C'est parce qu'il a estimé que le président de la République lui avait retiré sa confiance que le Gouvernement a démissionné. En effet, M. Alcalá Zamora avait désiré consulter les représentants des forces républicaines avant d'approuver la suggestion que lui avait présentée M. Azana à savoir: charger le titulaire du portefeuille des Finances et d'être en deux ministères le ministre actuel de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

M. Bertrou, président de la Chambre, socialiste, qui sera consulté le premier, n'acceptera vraisemblablement pas de constituer le nouveau Cabinet, étant connue ses opinions antiparlistes. En ce cas M. Lora acceptera probablement la présidence du Conseil et la crise pourrait être dénouée aujourd'hui même.

LES FIANÇAILLES DU FILS D'ALPHONSE XIII



On a annoncé, puis démenti, les fiançailles du prince des Asturies, fils aîné de l'ex-roi Alfonso XIII, avec M^{lle} Pedro Edelmira Ocojo